



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Service prévention des risques anthropiques
1 Rue du Parlement
51022 Châlons-en-champagne

Châlons-en-champagne, le 12/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARCELORMITTAL ATLANTIQUE ET LORRAINE

17 avenue des Tilleuls
CS 4556
57190 Florange

Références : 26-47_VJ/AR
Code AIOT : 0006201892

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2026 dans l'établissement ARCELORMITTAL ATLANTIQUE ET LORRAINE implanté Usines à chaud (portier de la vallée) 6 RUE ANDRE CAMPRA ARCELORMITTAL FRANCE 57290 Serémange-Erzange. L'inspection a été annoncée le 19/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée suite à l'incendie qui est survenu le 18 janvier 2026 dans le bâtiment des bureaux de l'ancienne aciérie à Hayange.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARCELORMITTAL ATLANTIQUE ET LORRAINE
- Usines à chaud (portier de la vallée) 6 RUE ANDRE CAMPRA ARCELORMITTAL FRANCE 57290 Serémange-Erzange
- Code AIOT : 0006201892
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'aciérie a été exploitée de 1900 à 2013, successivement par les sociétés SOLLAC FLORANGE, SIDECO, ARCELORMITTAL Atlantique et Lorraine (AMAL) puis ARCELORMITTAL FRANCE (AMF). Ces activités étaient autorisées par arrêté préfectoral n° 98-AG/2-248 du 26 novembre 1998. Suite à une période de "mise sous cocon", ArcelorMittal a notifié au préfet de la Moselle, par courrier du 5 juin 2019, la cessation de l'activité en date du 30 novembre 2018. Les opérations de mise en sécurité sont toujours en cours, en vue de permettre la réhabilitation de ce site.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Libération foncier SSP
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport d'incident ou d'accident	Code de l'environnement du 19/01/2026, article R. 512-69	Sans objet
2	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 30/11/2018, article R. 512-39-1	Sans objet
3	Réhabilitation du site	Code de l'environnement du 30/11/2018, article R. 512-39-3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incendie qui s'est déroulé le 18 janvier 2026 dans les bureaux de l'ancienne aciérie n'a entraîné aucune atteinte aux intérêts protégés. Les opérations nécessaires à la sécurisation du bâtiment sinistré par l'incendie ont été réalisés par la société Henry Invest qui s'est porté tiers demandeur pour la réhabilitation du site.

La mise en sécurité du site est toujours en cours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident ou d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/01/2026, article R. 512-69
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : <i>« L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnés à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité. »</i>

Constats :

Le 18 janvier 2026, vers 16h30, un incendie s'est déclaré dans les bureaux de l'ancienne aciérie ArcelorMittal à Hayange. L'intervention des pompiers a permis d'éteindre le feu dans la nuit. Bien que cet événement ait fragilisé les structures du bâtiment, aucune atteinte aux intérêts protégés n'a été constatée.

Ce site est actuellement en cours de démantèlement en vue de sa réhabilitation. Le jour de la visite, l'inspection a constaté que le bâtiment sinistré avait été démoli et ne présentait donc plus de risque pour les personnes présentes et intervenants sur le site.

L'exploitant, ainsi que la société qui s'est portée tiers demandeur, ont remis à l'inspection, lors de la visite, les rapports d'incident qu'ils ont respectivement établis.

L'inspection a proposé à l'exploitant et au tiers demandeur de téléverser un rapport d'incident mutualisé dans la base de données ARIA.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/11/2018, article R. 512-39-1

Thème(s) : Actions nationales 2026, Cessation d'activité

Prescription contrôlée :

« I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3. »

Constats :

Les opérations de mise en sécurité du site, menées par la société qui s'est portée tiers demandeur pour la réhabilitation de ce site, sont toujours en cours.

L'ensemble des installations a été démantelé, à l'exception des grosses installations telles que les fours et les Cooper.

Le site est clôturé, avec gardiennage et surveillance vidéos. Nonobstant le dispositif en place, des intrusions sont régulièrement constatées et portées à la connaissance des forces de l'ordre par le propriétaire du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Réhabilitation du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/11/2018, article R. 512-39-3

Thème(s) : Actions nationales 2026, Cessation d'activité

Prescription contrôlée :

« I. - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :

1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;

2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;

3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;

4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.

[...] »

Constats :

Plusieurs diagnostics environnementaux ont été réalisés entre 2001 et 2024 par des bureaux d'études spécialisés. Ces investigations ont porté sur la qualité des sols et la surveillance des eaux souterraines.

Les investigations réalisées ont mis en évidence :

- Pour les sols : un impact généralisé et diffus sur l'ensemble du site en Éléments Traces Métalliques (ETM), jusqu'à une profondeur d'environ 3,5 mètres, ainsi que des impacts ponctuels en hydrocarbures C₁₀-C₄₀, Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) et Polychlorobiphényles (PCB).
- Pour les eaux souterraines, la présence de sulfates en concentration supérieure à la limite de potabilisation et des teneurs en arsenic supérieures à la limite de potabilité mais inférieures à la limite de potabilisation.

Ces investigations ont également mis en évidence dans le cadre des gaz du sol des impacts en trichloroéthylène non identifiés dans les sols.

La société HENRY INVEST s'est portée tiers demandeur pour assurer la réhabilitation de ce site, en substitution d'ArcelorMittal. Un dossier de substitution (référence rapport HPC-F 5A/2.24.5359) accompagné d'un diagnostic et d'un plan de gestion (référence HPC-F 5A/2.24.5359) a été adressé à l'inspection le 20 janvier 2025, puis le 21 janvier 2026 (versions mises à jour suite à une demande de compléments). Ce dossier est en cours d'instruction par l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite